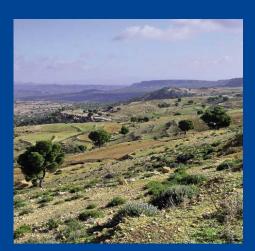


# L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



projet « Adaptation des mosaïques paysagères dans les agrosystèmes pluviaux méditerranéens pour une gestion durable de la production agricole, des ressources en eau et en sol »

© R. Calvez, Agropolis.org



Projet « Forêts et Adaptation au Changement Climatique en Afrique de l'Ouest »

L'adaptation est la capacité d'une société à prendre en compte la réalité des changements climatiques d'aujourd'hui et de demain. L'objectif est de diminuer la vulnérabilité d'une communauté ou d'un pays aux effets néfastes des changements climatiques. On parle aussi de résilience. Les pays en développement y sont généralement les plus exposés, alors qu'ils ne disposent pas de moyens techniques et financiers suffisants pour faire face à ces nouveaux défis qui exacerbent des réalités déjà fragiles et complexes. Une coopération multilatérale et internationale est donc indispensable.

### Diminuer la vulnérabilité : un enjeu de taille

L'état des connaissances scientifiques ne laisse planer aucun doute : les impacts des changements climatiques sont une réalité et sont amenés à se renforcer dans le futur, et cela quelle que soit l'ambition des engagements de réduction des émissions de GES qui seront décidées collectivement dans le cadre des négociations internationales sur le climat sous l'égide de l'ONU.

En effet, même si l'objectif fixé à Paris en 2015 était atteint (ce qui est loin d'être sûr car les engagements pris jusqu'ici par les pays restent très insuffisants), le climat de la planète se réchaufferait tout de même de 1,5°C à 2°C d'ici 2100 par rapport à l'ère préindustrielle, soit environ le double du réchauffement que notre Planète a déjà subi jusqu'ici .

Les répercussions sociales et économiques sur l'être humain et sur son environnement seront majeures et il est devenu essentiel de mettre en place des mesures de d'adaptation pour y faire face tout en diminuant le plus urgemment possible nos émissions de GES. Ces mesures peuvent être appliquées dans un grand nombre de domaines et de secteurs :

- Arrêt de l'artificialisation des sols pour faire face aux inondations dans les villes
- Développement d'une architecture adaptée au climat
- Changement des systèmes de production agricoles ou des espèces végétales cultivées, etc

Elles doivent être déclinées de manière complémentaire sous forme de politiques et stratégies, de programmes nationaux de développement et de projets concrets.

<sup>1 :</sup> Selon le 5ème rapport d'évaluation du GIEC (2014).



Le projet "int2" (vers un bâtiment à intelligence énergétique et bioclimatique intégrée) vise à réduire de 50% la consommation d'énergie primaire des bureaux

Les mesures d'adaptation doivent s'inscrire sur le long terme pour répondre aux réalités d'aujourd'hui et à celles de demain. Intégrées dès à présent dans des secteurs clés du développement, comme l'énergie, le bâtiment, le transport et le secteur agricole, elles permettront également de créer de l'emploi et de favoriser la mise en place d'une économie et d'une croissance soutenable.

## L'adaptation : un enjeu global

Tous les pays sont exposés de manière plus ou moins importante aux conséquences des changements climatiques, dans des secteurs aussi variés que l'agriculture, l'énergie, le tourisme, les bâtiments, l'environnement, etc. Cette exposition est liée tout autant à la situation géographique d'un pays qu'aux moyens techniques et financiers dont il dispose pour y faire face (un territoire en bord de mer est plus susceptible de subir des impacts liés à la montée des eaux ou au développement de la salinité des terres). Cependant, l'ampleur du phénomène plaide pour des plans d'actions dans l'ensemble des pays. Ceci est particulièrement vrai dans un monde globalisé où des impacts même localisés s'étendront à d'autres régions, à travers des migrations climatiques, des effets sur la production agricole ou encore de plus grandes tensions sur l'appropriation des ressources naturelles, notamment l'eau.

#### Les pays en développement face aux changements climatiques

Alors que leur contribution aux émissions de GES est limitée, les pays en développement restent les plus vulnérables aux effets des changements climatiques. Economiquement, ceux-ci devraient provoquer une baisse du produit intérieur brut (PIB) mondial de 0,5 à 2%, avec un effet plus prononcé dans la plupart des pays en développement, selon l'ONU2. La Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) reconnaît des responsabilités communes mais différenciées : les pays industrialisés, principaux responsables du réchauffement climatique, ont un devoir moral de soutenir les mesures d'adaptation (et d'atténuation) dans les zones exposées. Ce soutien peut prendre la forme de transferts financiers et technologiques ou encore de renforcement de capacités (formation, développement des compétences, etc.).

#### De nombreux obstacles pour les pays les moins avancés (PMA)

Les pays les moins avancés³ (PMA), comme l'Ethiopie, le Togo ou le Cambodge, sont particulièrement affectés par les conséquences des changements climatiques qui exacerbent des fragilités déjà très fortes en terme de développement (importante dépendance du secteur agricole, déficit d'infrastructures, de services énergétiques ou encore de transports...)

#### Les petits Etats insulaires en développement (PEID) ... territoires en danger

Les petits Etats insulaires en développement⁴ sont également confrontés de manière croissante aux conséquences des changements climatiques. On citera l'élévation constante du niveau des mers (inondation, érosion des sols, salinisation des sols et des eaux, etc.), l'acidification des océans (impacts sur la pêche, le tourisme), ou encore le nombre et la force des phénomènes météorologiques extrêmes (impacts sur les infrastructures, les populations). Ces phénomènes parfois d'une rare brutalité ont des effets directs sur l'économie locale et contribuent à renforcer les phénomènes de migrations. Le nombre de réfugiés climatiques augmente jour après jour.

<sup>2 :</sup> Source : Nations Unies http://www.un.org/

<sup>3:</sup> Liste des PMA: http://donnees.banquemondiale.org/

<sup>4 :</sup> Pour en savoir plus : http://www.un.org/

Publication « Plans nationaux d'adaptation (PNA) pour les pays les moins avancés » élaboré en 2012 et mise à jour régulièrement)

### PLANS NATIONAUX D'ADAPTATION

Directives techniques pour le processus des plans nationaux d'adaptation

GROUPE D'EXPERTS DES PMA, DÉCEMBRE 2012

#### Des conséguences aussi dans les pays développés : le cas du village de Shishmaref, Alaska<sup>5</sup>

Le village de Shishmaref en Alaska illustre les problématiques auxquelles les territoires insulaires font face. Ouvert sur la Mer des Tchouktches, ce petit village comptant un peu plus de 500 habitants souffre depuis plusieurs dizaines d'années de la montée du niveau de la mer, qui érode le littoral. Si les habitants ont éloigné progressivement leurs maisons des falaises et des côtes et ont construit des digues pour y faire face, ces mesures se sont avérées insuffisantes dans la durée. Sans solutions, ces populations sont amenées à abandonner l'île pour se réinstaller ailleurs.



Crédit photo : Photo : Gabriel Bouys/AFP/Getty Images

### Comment s'adapter ?

S'adapter aux impacts des changements climatiques n'est pas toujours aisé. Cela requiert, en premier lieu, une information détaillée sur la nature et l'ampleur de ces impacts aujourd'hui et de ce qu'ils seront plus tard, sur le court, moyen et long termes. Il est donc nécessaire de sensibiliser les pays/populations et de les informer sur les moyens à mettre en œuvre pour accroître leur résilience. De nombreuses initiatives sous couvert de la CCNUCC ont pour objectif d'accompagner les pays dans l'élaboration et la mise en place d'un cadre national adapté.

On citera le Programme d'Action National d'Adaptation (PANA) mis en œuvre par de nombreuses agences onusiennes (voir, par exemple, la publication « Plans nationaux d'adaptation (PNA) pour les pays les moins avancés »6, élaboré en 2012 et mise à jour régulièrement). Dans tous les cas, l'adaptation doit s'inscrire dans le cadre plus large d'une stratégie de développement, porteuse de résilience, sobre en émission de GES et créatrice de développement économique et social.



Appui aux petits exploitants agricoles pour l'adaptation au changement climatique (PANA).

Crédit: PNUD - RDC, 2009.7

<sup>5 :</sup> Source: http://www.huffingtonpost.fr/

<sup>6 :</sup> Site CCNUCC pour téléchargement : http://unfccc.int/

<sup>7 :</sup> Source: http://www.cd.undp.org/



lle de Kurumba aux Maldives. Un des pays menacés par les changements climatiques, particulièrement suite à l'élévation du niveau de la mer, forçant la population à se déplacer8

#### Mettre en œuvre une stratégie inscrite dans la durée

Anticiper au mieux les effets des changements climatiques signifie qu'il est nécessaire de définir des politiques et de mettre en œuvre des programmes sur le long terme. Nous présentons ci-dessous quelques exemples de stratégies pour certains secteurs d'activité :

- Energie : renforcer l'indépendance énergétique tout en assurant un accès universel à une énergie propre et de qualité en améliorant la prise en compte de l'efficacité énergétique et le développement des sources d'énergies renouvelables
- Infrastructure : aménager et protéger des établissements humains ou des ressources naturelles des aléas climatiques pour faire face, par exemple, à la montée du niveau de l'eau en zone côtière, etc.
- Agriculture : favoriser les variétés climato-résilientes, ajuster les dates de plantation et de récolte, etc.
- Eau : améliorer la gestion des ressources en eau notamment à travers la protection des sources, la récupération et le stockage des eaux de pluie, le traitement des eaux, etc.

Ces différents exemples ne doivent pas faire oublier que l'adaptation doit être multisectorielle et qu'elle ne sera vraiment efficace que dans le cadre d'une approche systémique, intégrant l'ensemble des opportunités d'actions.

### La question des pertes et dommages

Avec la hausse continue des émissions de GES, les changements climatiques n'ont cessé de se renforcer et il est devenu évident qu'un certain nombre d'impacts sont devenus inévitables. Selon le Rapport 2014 sur le fossé entre les mesures prises pour l'adaptation au niveau mondial et celles qui seraient nécessaires (Global Adaptation Gap Report 2014)9. les coûts d'adaptation dans l'ensemble des pays en développement pourraient atteindre entre 250 et 500 milliards de dollars par an d'ici 2050.

Il est probable que la plupart des pays ne pourront s'adapter que partiellement aux effets des changements climatiques, d'une part par manque de moyens, d'autre part car certains impacts demeurent imprévisibles. changements climatiques se matérialiseront inévitablement par des dégâts humains et matériels, des impacts sociaux, des migrations, des menaces pour la sécurité alimentaire, un renforcement des phénomènes de pauvreté, la recrudescence de maladies (par exemple le paludisme dans les zones tropicales), etc. Si l'Ouragan Katrina aux Etats-Unis en 2005 a attiré l'attention avec des coûts estimés à plus de 100 milliards de dollars, que

dire des conséquences des évènements climatiques extrêmes auxquels les Philippines sont confrontées et qui dévastent le pays de manière régulière ?

On parle de pertes et dommages dès lors que l'altération devient irréversible. Les impacts peuvent être catastrophiques et les coûts diffèrent de ceux spécifiquement associés aux enjeux de l'atténuation ou de l'adaptation. Cette question est particulièrement sensible dans le cas des petits Etats insulaires, comme les îles Marshall, les Maldives ou l'Île de Tuvalu dont certains territoires pourraient disparaître à cause de l'élévation du niveau de la mer.

Il convient de rappeler que ces pays sont parmi les moins émetteurs et qu'ils sont les principales victimes des changements climatiques. La question du dédommagement du préjudice subi est essentielle et les pays les moins avancés demandent aux pays développés, historiquement responsables de cette situation, une compensation financière. Malgré l'évidence des faits, cette question fait l'objet d'importants débats dans les négociations internationales et les positions sont loin d'être consensuelles.

<sup>8 :</sup> Source: Small Island Developing States Network (SIDSNet): http://www.unep.org/

<sup>9:</sup> Rapport complet (en anglais): http://www.unep.org/

### Financer l'adaptation

Pour aider au financement des mesures d'adaptation, les Parties<sup>11</sup> à la CCNUCC ont développé un certain nombre d'instruments, parmi lesquels :

- Le Fonds Vert pour le Climat
- Le Fonds pour les pays les moins avancés
- Le Fonds spécial pour les changements climatiques
- Le Fonds pour l'adaptation





Ces fonds visent à financer des mesures d'atténuation et d'adaptation dans les pays en développement, facilitant ainsi la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente. Toutefois, l'existence de ces mécanismes ne veut pas dire que les financements promis sont au rendez-vous et les engagements des pays développés sont très loin d'être à la hauteur des besoins. Enfin, il ne faut pas oublier que ces fonds sont censés être additionnels (donc nouveaux) et qu'il ne s'agit pas de réorienter des fonds dédiés au développement (aide publique au développement) qui relèvent d'une autre logique et d'un autre agenda international.

Il convient de rappeler que ces pays sont parmi les moins émetteurs et qu'ils sont les principales victimes des changements climatiques. La question du dédommagement du préjudice subi est essentielle et les pays les moins avancés demandent aux pays développés, historiquement responsables de cette situation, une compensation financière. Malgré l'évidence des faits, cette question fait l'objet d'importants débats dans les négociations internationales et les positions sont loin d'être consensuelles.

### Financer l'adaptation

L'ampleur des changements climatiques produit des impacts qui ne peuvent être évités, même dans les scénarios les plus optimistes de réduction des émissions de GES. Il est donc crucial de mettre en place, dès à présent, des mesures d'adaptation afin de limiter les coûts potentiels et accroître la résilience de nos sociétés.

Pour cela, les pays en développement, généralement les plus exposés, doivent recevoir un soutien technique et financier de la part des pays industrialisés, responsables historiquement des émissions de GES. Il s'agit d'une responsabilité intra et inter générationnelle qui est la base de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.



Réunion du conseil du Fonds Vert pour le Climat, à Bali, en 2014. Il a réuni 300 délégations venant de 39 pays et 135 institutions financieres internationals.

© http://www.melali-mice.com/



# Pour en savoir plus :

Fiche thématique n° 7 sur l'atténuation

Fiche thématique n°8 sur la finance climat

Plan national d'adaptation de la France http://www.developpement-durable.gouv.fr/

Site officiel CCNUCC - L'adaptation aux changements climatiques http://www.un.org/

11 : Parties signataires de la Convention-Cadre : 196 composées par 195 pays + l'Union Européenne.







HTTP://PACA.CLIMATCITOYEN.ORG
CLIMATCITOYEN@ENERGIES2050.ORG